

CHEMINOTS

FO

**L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES,
C'EST MAINTENANT !**

**DES PRIMES UTILISÉES
CONTRE LES SALAIRES
ET LA PROTECTION
SOCIALE !**

Depuis des années, la Direction a choisi de remplacer les augmentations de salaire par des primes ponctuelles et variables.

Bien évidemment, personne ne refuse une somme supplémentaire en échange de son travail, cependant ce choix systématique n'est pas un hasard et n'est pas sans conséquences.

Constatons tout d'abord que la signature de l'accord intéressement en 2014 a entraîné 8 années consécutives de blocage des salaires. Or seul le salaire finance la protection sociale (prévoyance, famille, retraites).

UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE QUI PROVOQUE UN VÉRITABLE EFFET D'AUBAINE !

Depuis des années, les gouvernements successifs exonèrent de plus en plus massivement les employeurs de cotisations sociales, d'abord sur les plus bas salaires, puis sur des salaires de plus en plus importants.

Sur les 10 dernières années, le montant des exonérations a triplé pour atteindre 74 milliards en 2022.

Le seuil supérieur des salaires pouvant prétendre à être exonéré de cotisations est fixé à 1,6 SMIC.

La SNCF comme les autres employeurs fait donc tout son possible pour maintenir le plus grand nombre possible de salariés sous ce seuil.

Primes et intéressement au contraire ne financent pas la protection sociale.

L'AUGMENTATION DES SALAIRES, C'EST ÉGALEMENT UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE ET DE MEILLEURS SERVICES PUBLICS !

Une augmentation du salaire, en plus d'améliorer le pouvoir d'achat direct, améliore également la protection sociale des salariés. A une époque où les acquis des salariés sont sans cesse remis en cause au prétexte de difficultés de financement, chacun comprendra aisément que l'intérêt des cheminots est d'obtenir de véritables augmentations de salaires : pour le pouvoir d'achat, pour la prévoyance, pour de meilleures pensions de retraite.

Mais aussi pour de meilleurs services publics. En effet, le deuxième effet pervers de ces exonérations de cotisations sociales c'est qu'elles sont compensées (en partie seulement) par des impôts qui n'ont rien à voir avec la sécurité sociale (TVA par exemple). Pendant ce temps, ces impôts ne peuvent pas servir à ce qu'ils devraient, et notamment financer les services publics !

Pour le pouvoir d'achat, pour la protection sociale, pour les services publics, il est urgent d'organiser vraiment la bataille pour gagner de véritables augmentations de salaire.

FO CHEMINOTS S'ADRESSE À TOUS ET PROPOSE !

Construisons dans l'unité le rapport de force nécessaire pour obtenir notre dû !

MOBILISONS TOUS ENSEMBLE LES CHEMINOTS PAR LA GRÈVE POUR GAGNER

UNE VÉRITABLE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !

